

TAFTA NON !

un danger pour l'emploi, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la démocratie

Comment les responsables politiques européens en sont arrivés à participer à une guerre économique contre leurs peuples ?

Les règles libérales existaient dans le traité de Rome, mais il y a eu une accélération du libéralisme après la chute du mur de Berlin. A partir de 1990, l'UE va amplifier son inscription dans la mondialisation libérale en mettant toutes ses structures au service des grands groupes financiers et industriels. 4 étapes :

Les années 90 : création du marché unique, la libre circulation des capitaux, l'obligation d'ouvrir les services publics à la concurrence, l'instauration de l'indépendance de la BCE ;

2004-2007 : faire rentrer 10 pays de l'Est avec de faibles salaires pour mettre les salariés en concurrence et détruire les modèles sociaux et les protections du travail, qui sont considérés comme une entrave à la concurrence.

2008 : Gestion des dettes des banques qui sont devenues des dettes publiques d'où les plans d'austérité qui permettent de passer à une étape supérieure du libéralisme.

2013 : Traité transatlantique. Une énorme zone de libre-échange qui réduit les obstacles commerciaux comme les droits environnementaux et sociaux, dans l'intérêt des firmes multinationales de part et d'autres de l'Atlantique. Mais aussi qui introduit les services publics et les investissements publics dans le dispositif de libre-échange pour les rendre accessibles à des entreprises transnationales

Il faut l'arrêter

Les patrons Européens sont heureux. Réunis mi-avril 2014 à Bruxelles au siège du BusinessEurope, ils ont parlé du Traité Transatlantique et ils estiment que « l'Europe telle qu'elle est une chance formidable ». Pourtant, la commission européenne a reconnu que le grand marché transatlantique conduirait à la perte d'emploi en Europe ; d'une part parce que des prestataires privés outre-atlantique auraient accès au secteur public et d'autre part, parce que les entreprises européennes délocaliseraient aux USA où les salaires et les droits sont plus bas. Les investisseurs se protégeraient des obstacles législatifs avec les tribunaux d'arbitrage s'ils estiment que les droits du travail et les droits syndicaux communautaires et des États membres ont porté préjudice à leurs bénéfices escomptés.

Nous devons absolument dénoncer la cupidité sans limites et sans frontière des actionnaires des firmes multinationales imposent leur critère de profit devenu énorme, responsable des crises financières, économiques, sociales et écologiques que nous vivons actuellement.

Résister

L'accord aurait des conséquences lourdes sur la vie des citoyens et travailleurs et nous ne savons pas vraiment quelle est la position du gouvernement français puisque le ministre français délégué au commerce extérieur a été changé cinq fois depuis 2012. Les citoyens français doivent donc s'en mêler sérieusement et apprendre à militer avec les Européens et les États-Uniens qui refusent de vivre sous la loi des multinationales. Une initiative citoyenne européenne (ICE) a été déposée pour demander l'abrogation du mandat de négociation du traité Transatlantique et la non approbation du CETA avec le Canada.



Alternatives

Il faut mettre en échec ce projet. Nous ne sommes pas pour une fermeture illusoire des frontières, ni pour une libéralisation débridée des échanges. Nous voulons une logique de développement solidaire.

Par exemple, UE/USA : des projets de coopération solidaire pour la formation, la recherche et les initiatives pour répondre aux défis de la crise sociale et écologique qui existent de part et d'autre de l'Atlantique.

Nous proposons une stratégie d'alliance avec d'autres pays, notamment les BRICS, l'Amérique Latine, les pays Africains, l'Asie et d'arrêter les guerres économiques que sont les politiques de libre-échange, dont les victimes sont les salariés et citoyens du monde.

Le partenariat euro-méditerranéen mis en place depuis 1995 n'a apporté ni la paix ni la prospérité partagée.

Deux logiques qui s'affrontent.

C'est soit le productivisme avec la marchandisation de l'être humain et de tout ce qui l'entoure, c'est-à-dire l'aliénation la plus totale et la fin de l'idée de progrès ou c'est l'émancipation humaine dans le respect des biens communs de l'humanité avec vigilance sur les équilibres naturels pour toutes les productions que nous engageons.

Il n'y a aucun automatisme, ni dans un sens, ni dans l'autre. Le progrès n'est pas un don du ciel, c'est un combat.



11 OCTOBRE

journée européenne d'actions

STOP TAFTA

Partout en Europe,
dans toutes les villes

Mobilisation dans votre ville voir :
www.stoptafta.org

Le collectif : Accueil paysan • Agir pour l'environnement • Aitec-Ipam • Les Alternatifs • Alternative libertaire • Amis de la confédération paysanne • Amis de la Terre • Assemblée des Citoyens du Monde • Attac • CADTM France • CGT • Cedetim • Colibris • Collectif citoyen les engraineurs • Collectif des associations citoyennes • Collectif Roosevelt • Confédération paysanne • Convergence citoyenne pour la transition énergétique • Convergences et alternative • Copernic • Economistes atterrés • Ecologie sans frontières • Ensemble • Europe écologie les verts • Faucheurs volontaires • Fédération Nationale Accueil Paysan • Fédération Nature & Progrès • Fédération pour une alternative sociale et écologique • Fondation sciences citoyennes • France Amérique Latine • France Nature Environnement • FSU • GAiA SOS planète en danger • Gauche anticapitaliste • Gauche unitaire • Générations futures • Golias • Idle no More France • Jeunes écologistes • Les amis du Monde Diplomatique • Mémoire des luttes • Mouvement de la paix • Mouvement des objecteurs de croissance • MPEP • MRAP • MRJC • Nature & Progrès • Nouvelle Donne • NPA • la Nouvelle école écologiste • Objectif transition • OGM Dangers • Parti de gauche • Parti pour la décroissance • Peuples Solidaires • PCF • PCOF • Réseau action climat • Réelle démocratie maintenant (Indigné-e-s) • Réseau d'éducation populaire • Réseau environnement santé • Réseau semences paysannes • collectif Semons la biodiversité • Union syndicale Solidaires • Solidaires douanes • Syndicat national des arts vivants • UFISC • Utopia.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

NOM :

Prénom :

Adresse :

E.mail :

Tél :

PCF : 5 rue Henri Drussy - 41000 Blois ♦ E.mail : pcf41@wanadoo.fr